

Prise de parole SUD éducation 26/01/2021

Les raisons d'être en grève aujourd'hui ne manquent pas ! Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que toutes les organisations syndicales sont ensemble dans cette manifestation.

Nos salaires sont gelés depuis plusieurs années.

Nos conditions de travail sont sans cesse dégradées et ce ne sont pas les moyens annoncés pour la rentrée 2021 qui vont les améliorer.

Le ministre Blanquer nous méprise et nous malmène.

Ses réformes aggravent les inégalités et détruisent l'école publique!

En France, les salariés de l'Éducation nationale souffrent d'une dévalorisation financière importante. Depuis plusieurs années, les rares augmentations du point d'indice étant inférieures à l'inflation, nos salaires baissent. Par rapport à 1985, ils ont baissé de presque 20 %.

Et, sans surprise, le Grenelle de l'éducation est une mascarade, encore pire que le Ségur de la santé! Nous réclamons une augmentation de salaires pour toutes et tous. On nous promet des primes, et uniquement pour certains personnels. Pour 70% des enseignants, il faudra se contenter de la prime d'équipement, c'est à dire 12,50€ par mois. Et encore, même dans le même corps, tout le monde n'y aura pas droit : les professeur-e-s de documentation en sont exclu-e-s ! Quant à celles et ceux qui ont déjà le moins (AED, AESH, personnels administratifs et enseignant-e-s contractuel-le-s et stagiaires), ils et elles sont exclu-e-s du versement de la prime qui n'a d'attractivité que le nom.

Dans l'Éducation Nationale comme ailleurs, les primes creusent les écarts de rémunération entre les genres et entre les corps. Les femmes, une fois encore, sont les grandes perdantes avec un salaire moyen inférieur de presque 14 % à celui des hommes !

Nous n'acceptons pas que le gouvernement nous distribue quelques miettes pour mieux nous diviser. D'autant que ces maigres primes s'accompagnent, d'un changement du « référentiel des métiers » comme on dit dans le jargon ministériel. Belle expression qui cache bien peu une nouvelle dégradation de nos conditions de travail avec notamment un renforcement de l'emprise hiérarchique !

Hiérarchie qui, elle, est particulièrement choyée puisqu'en plus d'une hausse importante de la nouvelle bonification indiciaire (jusqu'à 2000 points d'indice, soit pas moins de 9000 euros), le haut encadrement de l'Éducation Nationale bénéficie de primes bien plus intéressantes que les quelques euros accordés aux autres personnels. En 2020 par exemple, les DASEN sont passés d'une prime annuelle de 50 000 à 51 800 euros. 50 000 euros par an, c'était sans doute trop peu ! Quelle indécence quand on sait qu'une AESH touche environ 760€ par mois !

Alors que les conditions de travail sont difficiles partout, la situation ne peut que s'aggraver tant que le ministère cherchera à faire des économies sur le dos des personnels et des élèves. Les moyens au mieux stagnent, mais bien souvent sont en baisse, notamment dans le second degré où notre académie devra faire face à 54 suppressions de postes à la rentrée 2021. Nationalement, depuis la rentrée 2018, le ministre a supprimé plus de 5 000 postes dans le second degré. On ne comprend pas de telles décisions alors-même que le ministère depuis 3 ans ne dépense pas tout le budget qui lui était alloué (en 2020, 200 millions réservés à l'éducation nationale ont été rendus à

Bercy, c'est l'équivalent de 4 500 postes). Que doit-on comprendre d'une telle politique si ce n'est que Blanquer et ses amis souhaitent casser l'école ?

Classes surchargées, mépris des personnels et de leurs missions, augmentation de la charge de travail pour tous les personnels, disparition programmée des RASED et de la médecine scolaire, recours de plus en plus fréquent à la contractualisation ... Le ministère poursuit son entreprise de destruction du service public d'éducation. Dans le contexte de la crise sanitaire, il aurait fallu réfléchir à un aménagement des programmes et recruter des personnels (vie scolaire, encadrement, santé, service social, enseignement...). Blanquer n'a rien fait de tel. Comme à son habitude, il fait passer ses réformes au forceps, il ment, il envoie des injonctions contradictoires, réprime les militant·e·s.

SUD éducation demande depuis bientôt un an un plan d'urgence pour l'éducation pour permettre aux élèves d'étudier plus sereinement et aux personnels de mener à bien leurs missions tout en étant en sécurité. Aujourd'hui, une situation sanitaire très préoccupante fait craindre un nouveau confinement et même une nouvelle fermeture des établissements scolaires. Les assistantes sociales de l'éducation nous alertent sur la gravité de la situation pour les personnels et les élèves. Le dramatique exemple des étudiant·e·s, privés de cours en présentiel depuis plusieurs mois et dont certains sombrent dans la précarité, témoigne de l'urgence de dégager des moyens humains et matériels afin que les écoles et établissements puissent rester ouverts.

Pour sauver le service public d'éducation Nationale, il faut arrêter Blanquer et sa politique !
Blanquer démission !

Montrons leur la force du collectif, battons-nous pour nos conditions de travail et nos salaires et réclamons un vrai budget pour l'éducation.

Luttons ensemble pour une autre école dans une société meilleure, plus juste, plus égalitaire, plus libre ! Le ministre veut révolutionner les métiers de l'éducation. La Révolution selon Blanquer, ça fait froid dans le dos.

Retrouvons-nous nombreuses et nombreux samedi à 15h place de Jaude pour la défense des libertés publiques, le retrait du projet de « sécurité globale » et des décrets sur le fichage des militant·e·s. Réclamons l'arrêt des poursuites à l'encontre de tou·te·s les militant·e·s, notamment nos camarades inquiétés depuis notre action contre les E3C à Blaise Pascal et encore sous le coup d'une plainte.